Un monde sans leadership, une mondialisation égoïste

Emile H. MALET (Directeur Revue ADAPES – Paris) ehmalet@club-internet.fr

Etats-Unis : de l'unilatéralisme à la fin du leadership

La mondialisation dans l'esprit des Américains correspondait à une domination sans partage, à un leadership illimité s'étendant de la culture à la politique et avec naturellement en son cœur, une prégnance économique sur l'ensemble des activités de la planète. L'ancien Ministre français Hubert Védrine a parlé d'« hyperpuissance américaine » pour stigmatiser une espèce d'Imperium à la romaine, mais qui s'en distinguait toutefois par une absence d'autoritarisme oppressif, pour le moins à l'intérieur des États-Unis. Ce pays missionnaire cherchait à exporter le progrès, la science, la liberté et la démocratie à l'enseigne US du « global world » et à permettre à tous les opprimés de trouver refuge. Cette mondialisation ne manquait ni d'audace, ni de courage, ni de culot si on se souvient que ce pays était à peine centenaire lorsqu'il afficha une ambition mondiale et détint les clés du monde après un siècle et demi d'indépendance. Les États-Unis se sont approprié la révolution économique et industrielle, la révolution technologique et culturelle, la révolution sociétale des mœurs comme un moment d'histoire intime. En y ajoutant un cachet divin (« in God we trust »), le moment américain s'avéra irrésistible.

En ouvrant ses portes à tous les damnés des régimes tyranniques, le melting-pot d'Ellis Island (le port de New-York, par où transitent les nouveaux immigrants) s'identifia à un cosmopolitisme de bon aloi, véritable source humaine nourricière de la globalisation américaine. L'attractivité américaine est dûe pour une bonne part à la culture plurielle apportée par les migrants de tous les continents. Alors que l'Europe du début du XXème siècle était taraudée par la xénophobie et le nationalisme, que l'URSS bolchévique avait gardé de l'héritage tzariste la confiscation des libertés et les pogroms du goulag, l'Amérique s'avéra un territoire ouvert à une mosaïque de populations, de cultures et de langues - voire de religions. C'est ce pavillon culturel puisé à toutes les latitudes géographiques qui propulsa l'expansion américaine en mondialisation planétaire. L'« American way of life » devint une « global story » avec ses têtes d'affiche et ses marques génériques : Hollywood, Mac Donald's, Coca-Cola, Levi's, Apple, Google, Facebook, Microsoft, Disneyland, Boeing, General Motors, la Silicon Valley et Wall Street. Il faut aussi souligner la bravoure des soldats américains qui participèrent activement à la libération de l'Europe pour nous débarrasser du nazisme et plus tard la politique américaine contribuera à l'effondrement du communisme, remettant ainsi la porte de Brandebourg au cœur de Berlin et une Allemagne réunifiée au centre de l'Europe.

La domination américaine allait décliner à partir des années 1960 pour une kyrielle de raisons extérieures et nationales, et qui ne sont pas directement corrélées entre elles : la montée d'un terrorisme d'inspiration islamiste qui frappa le poumon économique de l'Amérique (attentats du 11 septembre 2001 à New York), l'émergence économique de nouvelles nations, dont la Chine au premier chef, mais aussi le reste de l'Asie, le Brésil... et de l'Afrique de demain. Mais aussi la crise du capitalisme, dont l'épicentre était à Wall-Street, une guerre du Vietnam très éprouvante pour les jeunes générations d'Amérique, les guerres d'Irak et d'Afghanistan...

Le terrorisme d'Al Qaïda et de ses émules fondamentalistes et djihadistes est bien connu, avec les attentats des « twin towers » à New York, il aura inauguré de façon macabre l'horizon du troisième millénaire et marqué le crépuscule de la domination américaine et de la mondialisation à l'estampille US. Ben Laden était un chef terroriste issu du capitalisme de l'Arabie Saoudite, il empoigna l'islam à des fins stratégiques pour donner le coup de grâce à

un leadership américain en pleine déliquescence. Après des guerres en Irak et en Afghanistan, le glaive américain ne se rétablit pas sur un piédestal impérial. L'Amérique restait une grande puissance mais avait perdu une grande partie de ses armes politiques, économiques et culturelles qui dynamisaient son leadership. Tout cela est connu et relève classiquement de la chute des empires...

L'émergence chinoise

Le retour de la Chine dans le concert des nations n'est pas surprenant si on se remémore que ce continent domina dix-huit des derniers vingt siècles en ayant la part du produit intérieur brut (PIB) mondial la plus importante. Sait-on encore qu'en 1820, la Chine possédait 30% du PIB mondial, soit l'addition des PIB des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, centrale et orientale. Idéalisme et réalisme au plus haut niveau de l'état chinois n'ont jamais manqué pour ajuster les principes à la situation et les valeurs à leur réalité propre. La nouvelle idéologie chinoise a ses références de civilisation : « sans amour d'apprendre, tout est obscurci » enseigne Confucius. Les Chinois ont toujours cherché à apprendre pour éclairer leur position dominante qui est ancienne et pérenne – à quelques moments de déclin près et qui se situent lors de grandes tensions idéologiques et de révoltes populaires. La civilisation chinoise qu'on présente comme un traité d'harmonie sociale tient sa force d'une puissance d'agir beaucoup plus sophistiquée qu'on ne l'imagine dans notre Occident cartésien. In fine, l'émergence chinoise a pu se faire de par la conjonction de plusieurs événements : la défaite idéologique du mao'isme, le soutien américain (Nixon-Kissinger), la volonté de conquête des successeurs de Mao.

Chine - Etats-Unis : le duopole pour la première place

Désormais, où que se révèlent des tensions (Syrie, Iran, Corée du Nord...), des dysfonctionnements majeurs (climat, prolifération nucléaire), des troubles économiques (protectionnisme, dettes abyssales, transferts de technologies, sous évaluation des monnaies), des raideurs socioculturelles (Internet, droits de l'homme), la Chine et les États-Unis sont en compétition et s'opposent bien souvent, cherchant parfois une connivence rivale pour imprimer leur marque respective aux événements planétaires et orienter l'évolution stratégique d'un monde privé chaotiquement de leadership et sous le monitoring « mou » d'un homo œconomicus désemparé. Seule ombre politique au tableau chinois, l'Empire du milieu fonctionne dans l'opacité la plus totale malgré l'affichage politique de réformes par les nouveaux dirigeants et malgré une répression maintenue systématiquement à l'égard des dissidents récalcitrants (M. Chen) et des minorités en délicatesse (Tibet) avec le régime. Mais cette faille démocratique ne constitue pas une entrave au « bond en avant » d'une économie qui aspire à la puissance sans exercer un leadership planétaire. Telle une dynastie de temps héréditaire et de domination solitaire (à l'exception de l'influence portée sur le pré carré asiatique), la Chine digère le présent sans prosélytisme colonial, sinon pour faire valoir le caractère immuable de la civilisation chinoise et sa suffisance impériale.

Affaiblissement occidental et crise des valeurs

La perte du leadership américain affaiblit l'ancrage identitaire occidental et l'Europe n'est pas en mesure de contrecarrer ce recul. Certes, les Lumières et le judéo-christianisme ne sont pas menacés d'extinction, mais avec l'émergence de l'Asie, d'une partie de l'Amérique latine, de monarchies arabes et demain de l'Afrique, l'universalité des valeurs et des grands principes de l'Occident des Lumières et de la Renaissance ne constituera plus la pensée dominante sinon exhaustive de la civilisation contemporaine.

Sommes-nous prêts à cette grande transformation ? Les valeurs jusque-là dominantes dans le domaine de la justice, de la démocratie, des droits de l'homme, des libertés (de circulation, des minorités ...) demeureront l'héritage de l'Occident mais risquent de n'être pas partagées par la majorité des peuples, voire rejetées par la nouvelle planète émergente. De la culture au

social et à l'économie, il n'y a qu'un franchissement politique où se mêlent appartenance et tradition, filiation et modernité. On peut s'interroger plus gravement sur ce que deviendra la place accordée à la sexualité, à l'éducation, à la justice. Partout, la prééminence occidentale des idées et des valeurs risque d'être entamée et altérée et une Europe pusillanime n'y pourra rien pour enrayer le déclin. Sans leadership d'aucune sorte, la mondialisation dépendra des seuls rapports d'influence stratégique et de l'agressivité des forces du marché, les nécessaires régulations sont difficiles à ériger parce que les valeurs communes manquent à l'appel. Certes les principes de base de l'économie, sommairement articulés autour de l'offre et de la demande, ne seront pas abandonnés puisqu'ils conditionnent la prospérité et le développement, mais la culture de l'argent viendra élargir le champ de la cupidité des hommes et de l'égoïsme des nations. Le modèle européen de protection sociale risque d'être précarisé au profit de systèmes sociaux rudimentaires et plus charitables que solidaires. Au sein d'une mondialisation sans boussole éthique, a-sociale et anomique, le système économique en gestation pourrait être pire que le capitalisme sauvage qui provoqua la dernière crise.

Pas de pôles régionaux dominants

La Chine n'est pas loin de considérer que, du fait de l'amplitude de sa civilisation, elle a vocation naturelle à se retrouver à la pointe du monde et naturellement de l'ensemble de l'Asie. Territorialement, il y a une Asie globalement émergente mais les différences régionales entre des pays aussi singuliers que la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du Sud, Singapour et les Philippines empêchent toute homogénéité culturelle et toute ambition régionale stratégique commune. Aussi développée et influente qu'est et que deviendra la Chine au XXIème siècle, dépassant probablement la puissance économique des États-Unis aux alentours des années 2040, il n'y aura pas de leadership chinois sur le monde - comme ce fut le cas pour les États-Unis durant le XXème siècle. La Chine n'aspire pas au leadership parce que le cosmopolitisme conquérant demeure étranger à sa culture politique, ce qui n'empêchera pas ce pays d'accroitre ses échanges avec la planète et d'affirmer des ambitions stratégiques de défense et de sécurité extérieures. D'une certaine manière, le XXème siècle marque la fin d'une mondialisation estampillée à un mode de vie, l'American way of life en l'occurrence. Il n'y aura pas plus de pôles dominants de mondialisation dans la mesure où des entités régionales comme l'Union Européenne, l'Asie ou l'Amérique latine, voire l'Afrique, ou le monde arabe, ne semblent pas désireuses d'abolir les différences socioculturelles entre les pays constitutifs de ces entités régionales pour des modèles politiques globalement homogènes. Dès que l'on observe in-vivo les structures économiques des pays, à travers les facteurs majeurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, de l'industrie ou de la recherche, on s'aperçoit qu'elles présentent des caractéristiques distinctes et des voies de développement différentes. Aucun pays n'est et ne sera à même de dominer le XXIème siècle en imprimant à la nouvelle mondialisation un quelconque leadership politique ou culturel, sinon militaire et stratégique. La fin du leadership américain prélude à une désintégration mondiale de grande ampleur avec son panorama de tensions, d'asymétries économiques, d'appétits égoïstes des nations et de confrontations à venir sur les grandes problématiques suscitant l'inquiétude des populations (le réchauffement climatique, la prolifération nucléaire, la sécurité alimentaire, les droits de l'homme et des minorités, le terrorisme, la corruption, l'uniformisation culturelle, l'extrémisme religieux). Le monde de demain ne sera pas une duplication du monde d'hier et, à vrai dire, personne ne sait très bien vers quel modèle de développement on s'oriente.

Un individualisme de révolte

Parmi les traits saillants de la mondialisation et qui ont suscité la critique radicale des « altermondialistes » - adversaires les plus acharnés du capitalisme - il y a l'individualisme grandissant observé dans le libéralisme économique et la vie quotidienne, vécu bien souvent comme un facteur d'épanouissement et de jouissance sans limite. Est-ce là un obstacle au « vivre-ensemble » ou la « marque » contemporaine pour un individu d'affirmer sa propre existence afin de pouvoir prendre en compte l'autre « comme modèle, comme objet, comme aide, comme adversaire, et de ce fait la psychologie individuelle [est-elle] aussi d'emblée, simultanément psychologie sociale » ? Dans cette dialectique entre Psychologie des masses et analyse du moi, Freud semble bien parti pour l'emporter sur Marx. Non pas que les classes sociales disparaissent, mais la subjectivité du « moi » demeure prédominante. Là encore, pour les mêmes raisons que celles énoncées précédemment, à savoir que la disparition du communisme dans ses territoires d'élection (Chine, Russie) laisse la place à un libéralisme de mauvais aloi parce que la démocratie n'est pas au rendez-vous. Cet héritage biaisé des Lumières crée à nouveau « l'illusion », libérale cette fois. Cependant, la quasi exhaustivité des sociétés civiles de la planète considère les libertés mises à l'honneur par les « grands anciens » dix-huitièmistes des Lumières comme une espèce de loi commune minimale. Quant aux NTIC, ils servent de caisse de résonnance aux réseaux sociaux de Pékin à Sao Paulo et à Moscou. Leur héritage se retrouva jusque dans les soulèvements des jeunes générations dans les pays arabes, dans l'enseigne du « printemps arabe », où la révolte vive et vivifiante des manifestants exprime haut et fort une quête de liberté à la face ensanglantée des dictatures. Cet individualisme de rébellion et de contestation, qu'il ne faut pas confondre avec le déchainement de l'homo œconomicus déconnecté des réalités socioculturelles, est une aspiration à plus de liberté et de rencontre ; il cherche à humaniser la mondialisation comme l'économie politique en plaçant l'homme au cœur du système et des battements du monde. L'orgueil du peuple algérien nous parait relever de cette aspiration à la liberté, sa mise en perspective humaine nous parait riche de promesses socioéconomiques.

Quand l'Afrique s'éveillera

À la vérité, l'Afrique ne diffère guère de la généalogie des autres continents et le bruit africain fait résonnance avec le tumulte du monde. Dans son développement futur, l'Afrique choisira-t-elle l'émergence et les risques de renouveau qui lui sont inhérents ou l'immobilisme de précaution face au devoir de bousculer l'ancienne représentation coloniale et son miroir déformant, où abondent archaïsmes et préjugés? L'émergence africaine implique que ce continent renoue avec un leadership convivial, charismatique et conquérant enclin à la coopération avec la communauté internationale. Ainsì surgira une puissance d'agir aux couleurs africaines avec pour corollaire une prise de risque des forces actives issues des populations longtemps maintenues en déshérence sociale. Qu'on songe à la situation précaire de millions de personnes qui nomadisent le Lac Tchad, un quasi no-man's-land privé d'eau, de transports, d'énergies... un territoire contigu au Tchad, au Nigéria, à la République Centre-Africaine (RCA), au Cameroun et au Nigéria. Idriss Deby Itno, le Président du Tchad, a requis la communauté internationale de cette urgence humanitaire : il faut sauvegarder le Lac Tchad, ce joyau africain en perdition et qui agrège toutes les nuisances du sousdéveloppement. L'émergence de la Chine a consisté à redonner vie et croissance à des territoires, en quelques décennies des villes-champignons plurimillionnaires en citoyens se sont développées et ont créé les conditions d'une redynamisation de l'immense géographie de l'Empire du milieu. La sauvegarde du Lac Tchad s'inscrit dans ce contexte de renaissance africaine et contribuera à faire émerger ce réservoir de confiance et de vie tapi au sein des populations tchadienne, nigériane, nigérienne, camerounaise, centre-africaine... et de l'ensemble du continent africain. Dans l'Amérique pionnière et en instance de leadership, l'ancien président Thomas Jefferson prophétisait : « Si vous avez le sentiment qu'un sujet est trop complexe pour que les citoyens décident par eux-mêmes, la solution n'est pas de décider à leur place mais de leur donner le moyen de former leur propre jugement! ». L'expérience de Nelson Mandela s'inscrit dans ce leadership moral du « zéro mépris » et pourrait servir de fil d'Ariane à une gouvernance collective et démocratique des prises de décision dans l'Afrique de demain. Cela vaut naturellement pour un Maghreb qui, à mon avis, peine à trouver une gouvernance idoine avec le potentiel de ses richesses et de ses populations.

Un monde nouveau à inventer

Un monde nouveau est à inventer. À quel destin collectif, les humains vont-ils obéir? Partir à la recherche d'une mondialisation plus généreuse est une œuvre de longue haleine que pourront accomplir les nouvelles générations en quête de gouvernance moins technocratique et plus juste. Le dialogue des civilisations se poursuivra malgré les aléas conflictuels, mais si l'absence de tout leadership venait à se prolonger, la reconstruction prendra du temps, de l'énergie et ne s'amorcera qu'avec une volonté politique de dépassement des idées reçues et des positions acquises. À ce dernier niveau, le rééquilibrage économique engagé va se poursuivre au profit de la Chine, des autres pays émergents et au détriment des anciennes puissances industrialisées. Le principe des vases communicants aidant, le niveau de vie et de consommation augmentera en Chine quand il baissera en Europe. Ainsi de l'industrie, des grandes infrastructures et même des technologies qui émigreront substantiellement en Asie. Le monde sera plus équitable du point de vue des corrections géographiques de développement. Du fait des mobilités et des migrations accrues, le rattrapage économique des uns et la stagnation économique des autres trouvera une forme d'équilibre par une mise à niveau progressive des standards de vie. Autrement plus ardue sera la bataille idéologique, qui verra les grands pays émergents occupant l'avant-scène mondiale se réclamer de singularités culturelles et de valeurs distinctes de l'Occident des Lumières et de la démocratie. Dans un monde sous influence du leadership américain, le Japon acceptait un impérialisme socioculturel US tout en se développant selon les traditions de l'empire du Soleil levant et sans s'occidentaliser outre mesure. Rien de tel avec une mondialisation au leadership éclaté et confus, hésitant entre Confucius et les Lumières, entre un capitalisme sous contrainte étatique à Pékin et à Moscou et un libéralisme sans entrave à Wall Street.

La crise économique et financière de ces dernières décennies a montré l'urgence de trouver de nouvelles régulations pour restreindre les excès spéculatifs de l'économie de marché. Comment dénicher des règles qui fassent consensus en plein désordre mondial alors qu'on peinait déjà avec un ordre mondial sous orbite américaine. Et en même temps, ce concert des nations doit favoriser une forme de gouvernance commune sous peine de rendre le monde intenable. Cette gouvernance à trouver sera en grande partie économique et sociale mais aussi politique, culturelle et stratégique. Paradoxalement, l'ascension de la Chine, ancien territoire du maoïsme et d'une révolution marxiste léniniste sanglante, ne signifie pas que la mondialisation sera plus solidaire et plus équitable car l'Empire du milieu a désormais pour priorité de s'enrichir et d'engager un développement sans entrave. Systématiquement, l'affaiblissement américain n'entrainera pas la marginalisation de Wall Street et des grandes banques d'affaires parce que la financiarisation de l'économie mondiale en dépend et que beaucoup de pays tiennent à ce lien financier avec le temple du capitalisme.

« Tous les hommes raisonnables ont la même religion », se plaisait à dire Disraeli. Le grand homme d'état britannique laisse entendre que nonobstant les dissemblances, « la nécessité compose les hommes et les assemble » autour de la loi commune. Le leadership américain est tombé en prolongement d'une contestation frondeuse de l'autorité en général et en particulier de la suprématie de l'hyperpuissance américaine. Mais le concert des nations ne saurait exister sans gravité politique. Tout ordre mondial se construit par la conjugaison des efforts nationaux de solidarité et d'équilibre en vue de restaurer une loi commune. Une loi de civilisation ne vaut que par l'interaction de forces opposées permettant aux empires d'émerger

planète mais disposer d'un pouvoir réglementaire contraignant et d'une trésorerie substantielle pour initier les outils d'une croissance moins polluante et moins gaspilleuse, d'une préservation des cultures et des patrimoines, et de permettre à tout homme de vivre en un endroit quelconque de la Terre. Toutes les taxations et autre fiscalité environnementale sont opportunes mais largement insuffisantes quand elles sont décidées localement pour dissuader les pollueurs où qu'ils se trouvent et stopper les désastres environnementaux. La poubellisation accélérée de la planète nous apparaît si potentiellement dangereuse que cela requiert aujourd'hui de constituer à l'échelle du monde une politique de dissuasion environnementale analogue à la dissuasion nucléaire établie à l'époque de la guerre froide. Il n'est pas sans intérêt d'établir ce genre de comparaison géostratégique, on peut judicieusement faire réminiscence de la conférence internationale d'Helsinki qui se tint dans les années 1970 en pleine guerre froide et se termina de facto par la chute du communisme totalitaire en favorisant la liberté de circulation des personnes entre l'Est et l'Ouest. L'institutionnalisation de la protection de la planète comme cause internationale d'intervention consacrerait l'environnement comme un bien public mondial. La régulation socioculturelle des migrations Sud/Nord et le sous-développement enrayé par un retour de croissance grâce à des mobilités économiquement stimulantes et durables viendraient adouber cette grande institution internationale à créer et contribueraient au mieux vivre de la planète. Les mêmes mécanismes produisant les mêmes effets, il faudrait appliquer aux flux financiers erratiques un contrôle équivalent à celui prôné pour l'environnement, avec l'instauration d'une dissuasion financière internationale. Et comme la mondialisation entremêle toutes les activités, il y aurait urgence à une dissuasion culturelle et éthique... (L'exception culturelle voulue par la France devrait être soutenue partout dans le monde).

3. Les mobilités

Une éducation des temps qui déclinent la vie humaine et le passage des civilisations est un apprentissage de cet ordre mobile qui guide le Faust de Goethe. L'harmonie du climat se nourrit du cycle des saisons, la dynamique des mobilités induit l'harmonie des modes de vie dont l'authenticité est souvent cosmopolite. Les mobilités sont à imaginer et à créer comme une œuvre en mouvement, elles proviennent à la fois de la valeur du travail et des jouissances de l'esprit. Comme une œuvre d'art procure du plaisir et reflète la perfection du talent, les mobilités ne doivent pas se contenter de l'attrait du nouveau mais innover et se pérenniser en requérant la durée, l'harmonie et la fête. Les innovations qui durent s'inscrivent dans l'histoire et le présent et mettent en perspective un monde nouveau. Ce monde à venir ne sera pas d'un coup de baguette magique plus prospère, plus pacifique, plus équitable, plus mobile. Les mobilités sont un outil pour transcender les inerties sociales, culturelles ou religieuses, pour aider les hommes et les femmes à mieux se rencontrer, se déplacer plus confortablement, échanger des biens, des services et des expériences vécues. Les mobilités seront conviviales ou ne seront pas. Pour éviter d'être jetables comme tous les oripeaux consuméristes d'une société de consommation, les mobilités doivent être connexes d'une mondialisation intelligente. On ne pourra pas tout avoir, il faudra choisir entre des jouissances illimitées qui détruisent la planète et consument les désirs humains, ou une croissance choisie, régulée par des mobilités de découverte et des migrations incontournables.

L'humanité doit pouvoir accéder librement aux mobilités. Comment ? En faisant des mobilités un nouveau droit universel. Il s'agirait en l'occurrence de favoriser l'ouverture des continents à plus d'universalité et de coopération. Il nous faut permettre l'accès et l'usage des mobilités à tous les habitants de la planète à l'instar d'une liberté élémentaire à préserver, à promouvoir et à garantir pour tous les habitants de la planète.

Pour l'Algérie et le monde, une transition énergétique vers le futur

Avec la transition énergétique, la mondialisation dispose d'une capacité d'agir contre le sous-développement, l'exclusion et la précarité. L'énergie est une ressource à potentialité politique et stratégique, elle est connectée sur la richesse (et la pauvreté) des Nations et les évolutions des modes de vie et des comportements. Par sa diversité, c'est une ressource cosmopolite! Si l'eau est une source naturelle de vie, l'énergie vient en assurer le bien-être et pérenniser durablement une croissance soutenable avec l'équilibre des éco-systèmes.

L'énergie est l'une des forces motrices de la mondialisation et, parmi ces forces, elle en est probablement l'expression la plus vitale dans la mesure où les incidences énergétiques sont dupliquées sur les battements du monde. « Toute grande ère économique se caractérise par l'introduction d'un nouveau régime énergétique », peut dire Jeremy Rifkin en scrutant l'avenir du monde. Les lois de l'énergie sont pluridisciplinaires par essence et par structure, leurs applications se retrouvent dans l'ensemble des sciences (biologie, écologie, urbanisme, chimie, mathématiques et psychologie). Les énergies nouvelles ont pour point d'application la nature sous toutes ses formes et visent à plus d'inclusion au sein des relations sociales et d'interdépendance dans les échanges commerciaux. Énergie, climat et relations internationales dictent le tempo contemporain du développement durable. Jamais dans l'histoire de l'humanité, une ressource s'est révélée aussi prégnante sur la vie des populations, aussi agissante sur les équilibres physico-chimiques de la planète, aussi déterminante dans le contexte stratégique des relations internationales. Or, malgré cette influence et des potentialités infinies de mise en œuvre, le discours sur l'énergie reste parcellaire, instrumentalisé par les chapelles idéologiques et les lobbys compassionnels, sans perspective d'ensemble ni politique cohérente. L'énergie dépend du bon vouloir de chaque nation, elle dépend de l'intérêt égoïste de grandes entités économico-industrielles, d'une vision idéaliste et subjectivement altruiste de groupes de pression en quête de référence idéologique, de l'emphase creuse et lyrique des grands sommets planétaires. Bref, une espèce de puissance de l'impuissance d'une mondialisation à frayer une voie de progrès, de prospérité et de développement. Mais sa puissance d'agir est contrariée parce qu'aucun discours énergétique ne prend la forme d'un logos à portée universelle, susceptible d'obtenir la plus large écoute, de recueillir une adhésion non partisane et de projeter le troisième millénaire en donnant une espérance et en acceptant des risques raisonnés et soutenables. Le discours compassionnel a supplanté la tradition judéo-chrétienne de l'interprétation substituant à l'inter-dit, médiation, des interdits de précaution.

L'énergie est une chance pour l'Algérie, un levier et une stratégie de développement durable pour le Monde dès lors qu'elle est modulée comme facteur de croissance et de bien-être. Ces perspectives peuvent se conjuguer et leur mise en œuvre est synchronique d'une mondialisation qui n'irait pas à contretemps. L'Algérie doit prendre toute sa place dans cette reconfiguration de la mondialisation. Elle dispose des atouts économiques et humains pour en être partie prenante. En ce qui concerne le présent et le futur des prochaines générations, l'Algérie dispose d'atouts non négligeables mais qui doivent être ajustés au court terme et au long terme. La richesse des hydrocarbures doit préparer la prospérité d'une transition énergétique adaptée au terrain algérien et aux aspirations de la population. Par ailleurs, l'identité algérienne doit être fécondée par le cosmopolitisme de la planète, car la mondialisation sourit à tous ceux qui prennent des risques d'ouverture et de brassage culturel. La configuration démographique de l'Algérie est à cet égard un facteur d'espérance car l'avenir appartient aux jeunes générations et à une transmission généreuse de la sagesse et des leviers de commande.